

30 000 enfants n'ont pas de domicile en France

C'est l'un des chiffres noirs du vingtième rapport de la Fondation abbé Pierre. L'organisme s'inquiète d'une forte paupérisation de la population et de l'inefficacité des politiques publiques de logement.

Aux portes du logement. Dans son 20^e rapport, la Fondation abbé Pierre étale les chiffres et son inquiétude. Au 1^{er} juillet 2014, on comptabilisait 1,8 million de demandes de logement social. En moyenne, au cours de ces dernières années, seul un demandeur sur quatre a obtenu une réponse positive. « Des centaines de milliers de ménages sont confrontés à des difficultés pour accéder à un logement décent et indépendant. voire à une place d'hébergement », s'alarme Christophe Robert, porte-parole de la Fondation.

Toujours plus de misère. Le nombre de personnes sans domicile a augmenté de près de 50 % en France depuis 2001. En 2012, on dénombrait 141 500 personnes dont près de 30 000 enfants vivant sans logement fixe, principalement aux abords de Paris et des grandes villes. « Ils vivent dans des bidonvilles, des squats, mais aussi dans des granges ou dans des bois. »

Une réponse mal adaptée. Les mécanismes d'aides sont saturés. Les équipes du 115, qui gèrent les demandes d'hébergement d'urgence, ne parviennent plus à faire face. « Elles sont obligées de pratiquer une alternance de l'aide. Des personnes sont accueillies un temps, puis remises à la rue, pour permettre à d'autres d'accéder à un toit... »

Entre l'hiver 2013 et l'hiver 2014, 32 000 demandes supplémentaires ont été enregistrées. Près de la moitié des personnes qui ont sollicité le 115 se sont vu opposer un refus systématique. « L'application de la Dalo, sur le droit au logement opposable, est toujours insuffisante. Près de 500 000 recours ont été



Le 115, qui gère les demandes d'hébergement d'urgence, ne parvient plus à faire face.

déposés entre 2008 et 2013. Seulement 40 % des dossiers examinés ont fait l'objet d'une réponse positive. »

Partir des besoins. La Fondation rappelle que derrière ces statistiques, ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui souffrent. Des témoignages évoquent le ras-le-bol face aux tracasseries administratives en inadéquation totale avec l'urgence de certaines situations. Les temps d'attente quand il gèle dehors... Une personne se confie : « J'en peux

plus de la musique du 115... »

Haro sur les politiques publiques. Pour Raymond Etienne, président de la Fondation, « ce rapport montre combien les dispositifs mis en place depuis vingt ans ne répondent que trop mal aux besoins des personnes ».

Sont montrés du doigt les « groupes de pression aux intérêts éloignés de la lutte contre le mal-logement, certains élus insensibles à l'exclusion, les lourdeurs administratives ». La Fondation regrette

également le tournant « plus libéral » pris par le gouvernement et le « détricotage de la loi Duflo »

Un plan triennal. En réaction, le gouvernement doit présenter, aujourd'hui, un plan triennal qui vise notamment à résorber le nombre de nuit hôtelières (40 000 en 2014), en imposant aux sans-abri des solutions plus pérennes. Des hébergements alternatifs seront notamment proposés à 6 000 demandeurs d'asile.

Philippe LEMOINE

« Une femme enceinte avec enfant, à la rue, n'est plus prioritaire

« Une femme enceinte qui était à la rue, avec son enfant, est venue en consultation. Aussitôt, on a fait des démarches auprès des services sociaux pour qu'elle soit mise à l'abri », explique Sylvaine Devriendt, de Médecins du monde, à Nantes. Une solution a pu être trouvée. Mais ce n'est loin d'être le cas à chaque fois. « Avant, quand cette situation se présentait et qu'on appelait le 115, ce cas était prioritaire. Maintenant, c'est fini. On propose un toit à une famille un jour, à une autre le lendemain », constate la coordinatrice régionale.

L'association, qui travaille sur l'accès aux soins, a bien senti la situation se détériorer ces dix dernières

années. public par la fondation Abbé Pierre, n'est pas nouveau. En juillet 2013, le rapport de l'Insee dressait le même constat.

3 000 appels par jour pour 15 places

De plus en plus de familles font appel à l'hébergement d'urgence, alors que les capacités d'accueil n'augmentent pas en parallèle. Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile débordent. « Ne plus pouvoir héberger une femme avec enfant est devenu malheureusement banal », déplore Sylvaine Devriendt. Au 115, à Nantes, il y a 3 000 appels par jour, pour 15 places.

Où dorment ces personnes sans

abri dans la ville, aux urgences, à la gare, ou dans les parcs. Peu d'enfants vivent dans des squats.

« On voit beaucoup de femmes seules avec des enfants », observe Pierre Poupard, trésorier des Restos du cœur. Ils offrent un repas le midi à 40 femmes accueillies en centre d'hébergement d'urgence pour se ressourcer. « On déborde. » Les enfants roms qui vivent dans des abris de fortune vivent, eux aussi, dans des conditions d'extrême précarité. Médecins du monde milite pour l'accès à l'électricité, l'eau, et à des terrains viabilisés.

La Croix-Rouge nantaise ne se sent pas confrontée à un nombre plus important de personnes vivant à la rue.

« tures, se nourrir dans les jardins communaux, relate Annick Borghetto, directrice de centres d'accueil des familles (1). On ne le consomme plus aujourd'hui. » La Croix-Rouge héberge et aide sur le plan éducatif les mères célibataires et jeunes couples (dont les enfants ont moins de 3 ans) en grande précarité. « On a des personnes aux histoires personnelles cabossées. » Annick Borghetto ajoute : « Il ne suffit pas d'habiter un lieu. Il faut accompagner l'accès au logement. »

Vanessa RIPOC

(1) Un centre pour femmes seules avec enfant et un centre pour les couples avec enfant.